



UN Programme of Action

National Reporting Tool

France

2016

SECTION 1: POINTS OF CONTACT

Sources	National Coordination Agency	
PoA II.4	1. Has your country established a National Coordination Agency or other body responsible for policy guidance, research and monitoring of efforts to prevent, combat and eradicate the illicit trade in SALW in all its aspects?	Yes
	a) Name of agency : Groupe de travail interministériel sur la stratégie de lutte et prévention de la dissémination des armements conventionnelles.	
	b) Address : SGDSN 51 Boulevard de la Tour Maubourg 75700 PARIS SP 07	
	c) Contact details :	
	i) Contact person :	
	ii) Telephone number(s) :	
	iv) Email :	

Sources	National Point of Contact	
PoA II.5, 24	2. Does your country have a National Point of Contact designated to act as a liaison on matters relating to the implementation of the UN Programme of Action on Small Arms (PoA)?	Yes
	2.1. Details:	
	a) Name : PINTOUT Camille	
	b) Organization or agency : Ministère des Affaires étrangères - direction des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, sous-direction du contrôle des armements et de l'OSCE	
	c) Address : 37, quai d'Orsay	
	d) Telephone number(s) : +33.1.43.17.43.06	
	f) Email : dsmt-osce.dgp-asd-dt@diplomatie.gouv.fr	
ITI 25	2.2 Is the National Point of Contact identified above also responsible for exchanging information and liaising on matters relating to the International Tracing Instrument (ITI)?	Yes

SECTION 2: MANUFACTURE

Sources	Laws, regulations and administrative procedures	
PoA II.2	3. Are there any SALW manufactured in your country?	Yes
	3.1. Does your country have laws, regulations and/or administrative procedures to exercise effective control over the manufacture of SALW?	Yes
	3.1.1 List laws, regulations and/or administrative procedures regulating the manufacture of SALW in your country	
	Les principaux textes encadrant ces activités sont les suivants : - Loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ; - Décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ; - Code de la défense (articles L 2331-1 à L 2342-7) ; - Code de la sécurité intérieure (articles L 311-1 à L 317-12). En France, toute personne, physique ou morale, qui souhaite fabriquer, faire commerce ou se livrer à une activité d'intermédiation de matériel, armes et munitions de guerre ou d'armes et de munitions de défense sur le territoire national doit en faire la demande auprès du ministère de la défense. L'instruction de cette demande donne lieu à une enquête d'honorabilité et peut donner lieu à une vérification sur place du respect des conditions de stockage des biens. L'autorisation de fabrication, de commerce ou d'intermédiation (AFCI) est délivrée par le ministre de la défense pour une période maximale de 5 ans (renouvelable). L'exercice de cette activités est soumise à conditions et s'exerce sous le contrôle de l'Etat.	
	3.1.2. Does your country license the manufacture of SALW?	Yes
PoA II.3	3.1.3. Is illegal manufacture of SALW considered a criminal offence in your country?	Yes

Sources	Marking at manufacture	
PoA II.7; ITI 8a	3.2. Does your country require that SALW be marked at the time of manufacture?	Yes
ITI 8a	3.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?	
	a) Name of the manufacturer <input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Country of manufacture <input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Serial number <input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Year of manufacture <input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Weapon type/model <input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Caliber <input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Other <input checked="" type="checkbox"/>	

Outre un marquage lors de leur fabrication, les armes à feu font également l'objet avant leur mise sur le marché de l'apposition de poinçons d'épreuves. Les armes à feu appartenant à l'Etat font, de surcroît, l'objet en cas de cession, d'un

marquage portant l'indication de cette cession. Enfin, les

ITI 10a

3.2.2. What part of the SALW is marked?

Les éléments de marquage sont frappés à froid par le constructeur au moment de la fabrication. Conformément aux dispositions du Décret 2013-700 du 30 juillet 2013, le marquage doit est apposé sur un ou plusieurs éléments essentiels de l'arme et doit être lisible sans démontage de celle-ci. Le numéro de série doit au moins être apposé sur la carcasse de l'arme.

3.2.3 Are there exceptions to the requirement to mark SALW at the time of manufacture?

No

Sources Record-keeping by manufactures

PoA II.9; ITI 11

3.3. Does your country require that manufacturers keep records of their activities?

Yes

ITI 12a

3.3.1. What information must be recorded (check relevant boxes)?a) Quantity of SALW manufactured b) Type or model of SALW manufactured c) Markings applied to manufactured SALW d) Transactions (e.g. sales of manufactured and marked SALW) e) Other

Les entreprises de fabrication de matériels de guerre, armes et munitions doivent tenir un registre spécial où sont inscrits les matériels mis en fabrication, réparation, transformation, achetés, vendus, loués ou détruits. Ces registres doivent être tenus jour par jour, opération par opération. Ell

ITI 12a

3.3.2. How long must manufacturing records be kept?

Indefinitely

Sources Actions taken during the reporting period

PoA II.6

3.4. During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in illegal manufacturing of SALW (e.g. prosecution)?

No

Sources International assistance

PoA III.6

4. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations and/or administrative procedures regarding SALW manufacture?

No

SECTION 3: INTERNATIONAL TRANSFERS**Sources Laws, regulations and administrative procedures**

PoA II.2, 12

5. Does your country have laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW?

Yes

PoA II.11

5.1. List laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW.

Les armes légères et de petit calibre (ALPC) sont soumises, selon leur type, à la réglementation applicable pour l'exportation et l'importation de matériels de guerre et assimilés ou à la réglementation relative aux armes à feu (pour la nomenclature des armes et leur classification voir: la Loi n°2012-304 du 6 mars 2012 "relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif" et son décret d'application n°2013-700 du 30 juillet 2013; l'arrêté du 27 juin 2012 modifié (dernière modification en date du 16 mars 2015); et les articles 1 et 2 du Décret n°2014-62 du 28 janvier 2014 pour les armes à feu et munitions). 1) Le régime applicable pour l'exportation et l'importation de matériels de guerre, armes et munitions ainsi que pour les transferts de produits liés à la défense est fixé par la Code de la défense et plus particulièrement: le Chapitre V du Titre III du Livre III de la seconde partie législative du Code de la défense (articles L. 2335-1 à L. 2335-18) tel que modifié par la loi n°2011-702 du 22 juin 2011 "relative au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense et aux marchés de défense et de sécurité"; le Chapitre V du Titre III du Livre III de la seconde partie réglementaire du code de la défense (article R. 2335-1 à R. 2335-46) tel que modifié par le décret n°2012-901 du 20 juillet 2012 relatif aux importations et aux exportations hors du territoire de l'Union Européenne de matériels de guerre, armes et munitions et de matériels assimilés et aux transferts intracommunautaires de produits liés à la défense. L'exportation à destination d'Etats tiers à l'Union européenne et le transfert à destination d'Etats membres de l'Union européenne de matériels de guerre et de matériels assimilés nécessite une autorisation préalable (licence d'exportation et licence de transfert) accordée par le Premier ministre - à l'issue d'une procédure interministérielle - puis notifiée par le ministre chargé des douanes. Les demandes de licence d'exportation et de transfert font l'objet d'un examen par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), placée auprès du Premier ministre et composée de représentants de différents ministères dont ceux de la défense, des affaires étrangères et de l'économie et des finances qui ont voix délibérative. Elle apprécie les projets d'exportation en tenant compte de plusieurs critères dont ceux définis par la position commune européenne 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 « définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires » et par le Traité sur le commerce des armes que la France a ratifié le 02 avril 2014. Afin de vérifier que les opérations réalisées sont bien conformes aux autorisations accordées, un contrôle a posteriori a été mis en place en juin 2012. Il s'agit d'un contrôle sur pièces et sur place effectué par des agents du ministère de la défense dans les locaux des entreprises exportatrices. Depuis le 30 juin 2012, ces entreprises sont également tenues de faire parvenir au ministère de la défense des comptes rendus semestriels récapitulant leurs commandes et leurs expéditions de matériels. L'importation de matériels de guerre sur le territoire français en provenance d'un Etat tiers à l'Union Européenne nécessite également une autorisation préalable (Autorisation d'Importation de Matériels de guerre ou AIMG). Elle est accordée par le ministre chargé des douanes après avis - en fonction de leurs attributions respectives - des ministres chargés de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur. La délivrance des autorisations d'importation tient essentiellement compte de critères liés au maintien de la sécurité publique et au respect des mesures de sanction internationales et européennes. 2) S'agissant des armes à feu et des munitions à usage civil, la France applique les nouvelles dispositions introduites par le Règlement (UE) n°258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à

feu. Le décret n°2014-62 du 28 janvier 2014 pris en application de ce règlement européen soumet l'exportation à destination de pays tiers à l'Union européenne d'armes à feu, munitions et leurs éléments à autorisation préalable. Cette autorisation est accordée par le ministre chargé des douanes après instruction des demandes et avis favorable – en fonction de leurs attributions respectives – du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur ou du ministre des affaires étrangères. La délivrance de la licence est d'abord subordonnée à la présentation de l'autorisation d'importation du pays tiers importateur, ou de la non-objection de transit. La douane recueille ensuite l'avis des ministères concernés qui tient compte de la quantité d'armes exportée, de la sensibilité du pays de destination et de la qualité du destinataire. Les importations d'armes à feu sont régies par les articles L. 2335-1 et suivants du code de la défense et R. 2335-1 et suivants du code de la défense qui soumettent par principe à autorisation préalable l'importation de matériels de guerre, armes et munitions (AIMG). Ces autorisations sont délivrées par le ministre chargé des douanes (cf. article R 2335-2 du code de la défense). Enfin, les transferts d'armes à feu depuis et à destination d'Etats membres de l'Union européenne, nécessitent également une autorisation. Les transferts d'armes à feu depuis la France vers un Etat membre de l'Union européenne sont soumis à l'obtention d'un permis délivré par le ministre chargé des douanes, après accord préalable de l'Etat membre de destination, si ce dernier l'exige pour les biens dont il s'agit (cf. Article 149 du Décret 2013-700 du 30 juillet 2013). Les transferts d'armes à feu en provenance d'un Etat membre de l'Union européenne vers la France sont soumis à la délivrance par le ministre chargé des douanes d'un accord préalable (cf. Article 151 du Décret 2013-700 du 30 juillet 2013) Lorsqu'elle examine une demande d'autorisation, la France prend en compte: - les régimes de sanctions et mesures restrictives imposés par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe; - les instruments multilatéraux de désarmement, de maîtrise des armements et de non-prolifération auxquels la France est partie; - les instruments du droit international humanitaire auxquels la France est partie; - le traité sur le commerce des armes; - les régimes de fournisseurs dont la France est membre dont, notamment, l'Arrangement de Wassenaar; - les instruments du droit européen définissant des règles communes ou réglementant le commerce d'équipements militaires dont, plus particulièrement: la Position commune 2003/467 du 23 juin 2003 sur le contrôle du courtage en armement; la Position commune 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires; la Directive 2009/43/CE du 6 mai 2009 simplifiant les conditions de transferts de produits liés à la défense dans la Communauté européenne; la Directive 91/477/CEE du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (amendée par la Directive 2008/51/CE du 21 mai 2008); la Directive 93/15/CEE du 5 avril 1993 relative à la mise sur le marché et au contrôle des explosifs à usage civil; le Règlement n°258/2012 (UE) du Parlement et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.

Sources	Licensing and authorisation	
PoA II.11	5.2. Does a person or an entity who transfers SALW require a licence or other form of authorisation to transfer SALW from/into your country?	Yes
PoA II.3	5.3. Is it a criminal offence to trade SALW without a licence or authorisation, or to do so in a manner that is in contradiction to the terms of a licence or authorisation, in your country?	Yes
PoA II.11	5.4. What kind of documentation does your country require prior to authorising an export of SALW to another country?	
PoA II.12	a) An end-user certificate (EUC) from the importing country i) What elements does an end-user certificate in your country contain (check relevant boxes)? 1) Detailed description (type, quantity, characteristics) of the SALW or technology <input checked="" type="checkbox"/> 2) Contract number or order reference and date <input checked="" type="checkbox"/> 3) Final destination country <input checked="" type="checkbox"/> 4) Description of the end-use of the SALW <input checked="" type="checkbox"/> 5) Exporter's details (name, address and business name) <input checked="" type="checkbox"/> 6) End-user information (name, position, full address and original signature) <input checked="" type="checkbox"/> 7) Information on other parties involved in the transaction <input type="checkbox"/> 8) Certification by the relevant government authorities of the authenticity of the end-user <input type="checkbox"/> 9) Date of issue <input checked="" type="checkbox"/> 10) Other <input type="checkbox"/> b) Other types of end-user documentation Pour les armes à feu et munitions à usage civil couvertes par le Décret 2014-62 du 28 janvier 2014, la délivrance des licences d'exportation est subordonnée à la présentation de l'autorisation d'importation du pays tiers importateur.	Yes
PoA II.12	5.5. Does your country verify or seek to authenticate EUCs or other types of end-user documentation provided? 5.5.1 Details: Selon les pays, une authentification de tous les signataires du certificat d'utilisation finale est effectuée par l'ambassade de France / la mission diplomatique située dans le pays client.	Yes
	5.6. Does your country have measures in place aimed at preventing the forgery and misuse of EUCs or other types of end-user documentation? 5.6.1 Details: Procédure d'authentification des signataires.	Yes

Sources	Post-delivery controls	
	5.7. When exporting, does your country require a Delivery Verification Certificate (DVC) to confirm that SALW have reached their intended end-user or intended importer in the importing State?	Yes
	5.8. After exporting, does your country verify or seek to authenticate DVCs provided?	Yes
	5.8.1 Details La France n'exige pas à proprement parler de "certificat de vérification de livraison" mais a mis en place des	

procédures visant à s'assurer de l'arrivée à destination des équipements exportés. Ainsi, conformément aux dispositions du Code de la Défense, l'exportation de matériels de guerre et assimilés à destination d'un Etat non membre de l'Union Européenne fait l'objet d'une procédure destinée à vérifier l'arrivée de ces biens à destination. S'agissant de l'exportation d'armes à feu et munitions (couvertes par les dispositions du Décret n°2014-62), l'administration des douanes peut demander à l'exportateur un justificatif de la réception par le destinataire des armes à feu et munitions. Cette preuve d'arrivée à destination est délivrée par les services des douanes du pays importateur.

5.9. When importing, does your country grant the right to the exporting State to conduct a physical check at the point of delivery?

Sources Marking at import

ITI 8b 5.10. Does your country require that SALW imported into your country be marked at the time of import?

Sources Record-keeping

PoA II.9; ITI 12 5.11. Does your country require that exporters and importers of SALW keep records of their activities?

5.11.1. What information must be recorded (check relevant boxes)?

- a) Quantity of SALW traded
- b) Type or model of SALW traded
- c) Markings appearing on transferred SALW
- d) Transactions
 - i) Identity of buyer/seller
 - ii) Country SALW are to be delivered to or purchased from
 - iii) Date of delivery
- e) Other informations sur le certificat d'utilisation finale et/ou de non-réexportation.

5.11.2. How long must records of transfers be kept?
10 ans

Sources Actions taken during the reporting period

PoA II.6 5.12. During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in transferring SALW illegally (e.g. prosecution)?

Sources International assistance

PoA III.6 6. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW?

SECTION 4: BROKERING

Sources Laws, regulations and administrative procedures

PoA II.14 7. Does your country have laws, regulations and/or administrative procedures governing brokering of SALW?

7.1. List laws and/or administrative procedures regulating SALW brokering in your country.

Les modalités de contrôle applicable aux activités de courtage sont définies par le Décret 2013-700 du 30 juillet 2013. L'activité des intermédiaires en armement ne peut s'exercer qu'après autorisation de l'Etat et sous son contrôle. Les modalités de contrôle applicables aux activités de courtage sont définies par le Décret n°2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n°2012-304 du 6 mars 2012 « relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ». Avant d'exercer leurs activités, les intermédiaires doivent faire une déclaration auprès du préfet et obtenir une autorisation du ministre de la défense. Les intermédiaires doivent également tenir un registre de leurs opérations.

8.1.1 Are those laws and procedures part of the national arms export control system?

7.2. Does your country require registration of SALW brokers?

- 7.3 Does your country require a licence, permit or other authorisation for each brokering transaction?
- 8.4 Does your country have measures to validate the authenticity of documentation submitted by the broker?
- 7.4 Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?

Sources Actions taken during the reporting period

- 7.5 During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in illegal brokering (e.g. prosecution)?

Sources International assistance

- PoA III.6 8. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations or administrative procedures to regulate SALW brokering?

SECTION 5: STOCKPILE MANAGEMENT

Sources Laws, regulations and administrative procedures

- PoA II.17 9. Does your country have standards and procedures relating to the management and security of SALW held by the armed forces, police or any other entity authorised to hold SALW?

- PoA II.17 9.1. If so, which of the following provisions are included in these standards and procedures (check relevant boxes)?

- a) Appropriate locations for stockpiles
- b) Physical security measures
- c) Control of access to stocks
- d) Inventory management and accounting control
- e) Staff training
- f) Security, accounting and control of SALW held or transported by operational units or authorised personnel
- g) Procedures and sanctions in the event of theft or loss
- h) Other

Au sein du Ministère de la Défense, les dispositifs de sécurité font l'objet d'un contrôle régulier de bon fonctionnement. Le personnel de surveillance assure la protection statique. Une équipe de garde effectue une protection dynamique (groupes cynophiles). En dehors du Ministère de la Défense, la

Sources Surplus

- PoA II.18 9.2. When stocks are identified as surplus, what actions does your country take with regard to the surplus (check relevant boxes)?

- a) Officially declare as surplus
- b) Take out of service
- c) Record by type, lot, batch, and serial number
- d) Store separately
- e) Other

- 9.3. In disposing of the surplus stocks, which of the following methods may be used (check relevant boxes)?

- a) Destruction
- b) Sale to another State
- c) Donation to another State
- d) Transfer to another state agency
- e) Sale to civilians
- f) Sale or transfer to legal entities (e.g. museums, private security)

companies, etc.)
g) Other



Sources Actions taken during the reporting period

PoA II.19 **9.4. During the reporting period, has your country destroyed surplus stocks?** Yes

PoA II.20 **9.4.1. How many SALW were destroyed?**
Au cours de l'année 2014, 34 317 ALPC ont été détruites. Les ALPC sont détruites par un établissement de la Défense, un fabricant titulaire d'une autorisation de fabrication ou un service du ministère de l'Intérieur.

9.4.2. Any further comments regarding destruction?
La destruction d'ALPC doit respecter une procédure réglementaire très précise afin : - d'éviter tout détournement d'armes ou de pièces d'armes au cours du processus de destruction; - de garantir que toute arme entrant dans ce processus est effectivement complètement détruite; - d'obtenir la liste précise des types et numéros de série des armes détruites consignée dans un procès-verbal de destruction dont l'exactitude est garantie. Ainsi, chacune des étapes de destruction fait l'objet d'un suivi sur documents comptables et chaque opération est effectuée sous la surveillance d'une personne accréditée qui certifie que l'opération dont elle assure le contrôle a effectivement été réalisée. Lorsque la destruction est réalisée dans le secteur privé, le contrôle de la destruction est exercé par la Direction générale de l'armement et par la brigade de gendarmerie départementale territorialement compétente. Les méthodes de destruction respectent les législations et réglementations européenne et nationale sur la protection de l'environnement et permettent le recyclage de la plupart des métaux et matières plastiques.

Sources International assistance

PoA II.29; III.6 **10. Does your country wish to request assistance in developing standards and procedures on stockpile management?** No

PoA III.6; 14 **11. Does your country wish to request assistance in developing capacity for the destruction of weapons?** No

SECTION 6: COLLECTION

Sources Collection

12. During the reporting period, did your country collect any SALW? No

Sources International assistance

PoA III.6 **13 Does your country wish to request assistance in building capacity for confiscation and seizure of the illicit SALW?** No

SECTION 7: MARKING AND RECORD KEEPING

Sources Marking

ITI 8d **14. Does your country take measures to ensure that all SALW in the possession of government armed and security forces for their own use are duly marked?** Yes

14.1. Describe the markings that are applied to government-held stocks.
Cf. réponses aux chapitre 2 sur la fabrication.

ITI 8c **14.2. When government stocks are transferred to civilians or private companies in your territory, are such stocks marked to indicate that your government transferred the stocks?** --- Select ---

ITI 8e 15. Does your country encourage manufacturers of SALW to develop measures against the removal or alteration of markings? Yes ▾

[15.1 Details](#)

Record-keeping

PoA II.9 16. Does your country have standards and procedures related to keeping of records for all marked SALW in its territory? Yes ▾

16.1. What records relating to SALW are kept by the State (e.g. manufacturing, brokering, import and export licences granted, sales to other States, SALW held by State agencies such as the armed forces etc)?
Cf. réponses aux chapitres sur la fabrication, les transferts et mesures de stockage.

ITI 12 a,b 16.2. How long does the government keep such records?

ITI 13 163. In the event that they go out of business, are companies engaged in SALW activities (e.g. manufacturing, importing, exporting etc) required to submit all records held by them to the government? Yes ▾

Sources International assistance

PoA III.6, ITI 27 17. Does your country wish to request assistance in building capacity for record-keeping? No ▾

SECTION 8: INTERNATIONAL TRACING

Sources Laws, regulations and administrative procedures

PoA II.10; ITI 14, 24 18. Does your country have procedures in place to trace SALW? Yes ▾

Sources Tracing requests

ITI 25; 31a 18.1. Which government agency is responsible for making a tracing request to another country?
La direction centrale de la police judiciaire - Bureau Central National Interpol (DCPJ-BCN Interpol)

ITI 17 18.2. What information does the designated agency include in a tracing request? (check relevant boxes)

- a) Circumstances under which the SALW was found
- b) Reasons why the SALW is considered to be illegal or illicit
- c) The intended use of the information being sought
- d) Any markings on the SALW
- e) Type/calibre of SALW
- f) Other Toute information pertinente

Sources Cooperation with INTERPOL

PoA II.37; ITI 33 19. During the reporting period, has your country cooperated on the issue of tracing SALW with the International Criminal Police Organization (INTERPOL)? Yes ▾

Sources International assistance

PoA II.36; III.6; ITI 27 2420. Does your country wish to request assistance in developing procedures to trace SALW? No ▾

&n

PoA III.10; ITI 2521. Has your country considered providing assistance to examine technologies to improve the tracing and detection of illicit SALW?td>

No ▼

&n

SECTION 9: INTERNATIONAL COOPERATION & ASSISTANCEspan>

Sources Assistance requested / received / provided

PoA III.3, 6 2622. During the reporting period, in addition to the assistance requested/received mentioned in the Sections 2-8 above, has your country requested / received / provided assistance to implement the PoA and ITI?td>

Yes ▼

PoA III.16, PoA III. 6, PoA III.7, PoA III.18, PoA III. 15

22.1 If so, in what areas (check relevant boxes)?

a. Establishing/designating National Coordination Agency/National Point of Contact

--- Select --- ▼

b. Disarmament, demobilization and reintegration (DDR)

--- Select --- ▼

c. Capacity-building and training on SALW issues

Provided ▼

a) Nature of the assistance:

i) financial Provided ▼

ii) technical Provided ▼

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

Financement et mise à disposition de deux coopérants.

c) Description of the assistance activity:

La France soutient le centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution d'Ouidah au Bénin (CPADD). Ce dernier organise des formations de gestionnaire de magasins d'armes (armuriers), d'opérateurs de marquage et d'opérateur de destruction d'armes légères et de petit calibre.

d) Duration of the assistance provided/received:

Permanente

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

CPADD du Bénin.

d. Law enforcement

--- Select --- ▼

e. Customs and borders

--- Select --- ▼

f. Action-oriented research

--- Select --- ▼

g. Children/youth

--- Select --- ▼

h. Awareness-raising

Provided ▼

a) Nature of the assistance:

i) financial --- Select --- ▼

ii) technical Provided ▼

&n

b) The amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

Organisation en octobre 2014 à Paris par le ministère français de la défense d'un séminaire de haut niveau consacré à l'assistance internationale qui pourrait être apportée aux pays d'Afrique subsaharienne pour lutter contre les trafics d'armes classiques. A cette occasion, des représentants des organisations régionales et sous-régionales africaines ont été invités à exprimer leurs attentes en matière d'assistance en présence des principaux acteurs internationaux susceptibles de leur apporter un soutien technique et financier.

d) Duration of the assistance provided/received:

2 jours.

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

Organisations régionales et sous-régionales africaines

i. Organized crime, drug trafficking and terrorism

Provided ▼

a) Nature of the assistance:

i) financial --- Select --- ▼

ii) technical Provided ▼

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

Dans le cadre de l'opération Barkhane, les forces françaises conduisent en partenariat avec les forces de 5 pays africains (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie) des opérations visant à priver les groupes armés terroristes opérant dans la bande sahélo-saharienne de leurs moyens de combat: recherche et démantèlement de caches d'armes et munition;

interception de flux logistiques; etc.

d) Duration of the assistance provided/received:

En cours (l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014)

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

Action menée en partenariat avec le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie

j Other

--- Select --- ▼

Any further comments on PoA and ITI, including implementation challenges and opportunities?td>

S'agissant de la base IArms (ancien système IWeTs), après un examen approfondi des modalités de son utilisation, les services de police français en charge de la coopération internationale ont décidé en avril 2014 de faire usage de cette base de données.

Additional information may be uploaded/attached, if necessary:

[Download](#)

SECTION 10: INFORMATION TO BE SUBMITTED

Information on national marking practice

2823. Pursuant to paragraph 31 of the International Tracing Instrument, States will provide the Secretary-General with the following information, updating it when necessary:td>

- a) **National marking practices related to marking used to indicate country of manufacture and/or country of import as applicable.**

Additional information such as images and illustrations may be uploaded/attached, if necessary:

Note: Relevant information might have been provided in questions 4.2.1, 4.2.2 and 18.1 in this report.